



Paris, le 19 mai 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sondage sur les élections européennes : **Pour combattre l'abstention, les candidats doivent parler de consommation !**

A la veille des élections européennes, l'UFC-Que Choisir et la CLCV rendent aujourd'hui publics les résultats d'un sondage CSA¹ sur les attentes consoméristes des Français vis-à-vis de ces élections, et invitent, à l'appui de cette très forte attente citoyenne, les candidats à signer le « Pacte Consommateurs » qu'elles ont lancé dans le cadre du BEUC.

Alors que la question du taux d'abstention des prochaines élections est au centre des débats, le sondage demandé par l'UFC-Que Choisir et la CLCV, s'il ne permet pas de conclure que la consommation est LA priorité des prochaines élections, souligne néanmoins combien les engagements consoméristes appartiennent aux attentes des Français et constituent un élément mobilisateur pour ces élections :

- 87% des Français souhaitent que les candidats signent le « Pacte Consommateurs », et ainsi s'engagent à promouvoir huit actions prioritaires dans les domaines suivants : services financiers, contrats de consommation, droits numériques, santé et sécurité des consommateurs, énergie et développement durable, alimentation, action de groupe.
- 66% des Français déclarent qu'ils seraient davantage incités à aller voter si le thème de la protection des consommateurs était mis en avant par les candidats.

D'après les Français, l'Europe des consommateurs n'existe pas ! Pour eux, les institutions snobent le consumérisme puisque 82% déclarent que les droits des consommateurs ne sont pas suffisamment pris en compte dans les politiques européennes et 56% que les décisions du Parlement européen sont défavorables aux consommateurs.

Parmi les attentes consoméristes concrètes des Français : l'action de groupe et le maintien des tarifs régulés de l'électricité.

Sur l'action de groupe, 73 % estime que cette procédure, sur laquelle l'Europe réfléchit actuellement, est une bonne chose car elle permettrait l'indemnisation d'un plus grand nombre de victimes de pratiques illicites. Ce dossier européen est considéré comme important (55%), voire prioritaire (13%). En matière d'énergie, 81% attendent des prochains eurodéputés qu'ils interviennent pour le maintien des tarifs régulés (encadrés par l'Etat) dont l'Europe demande la suppression. Les Français sont conscients que les tarifs régulés de l'électricité sont un juste retour sur investissement puisqu'ils ont assumé les risques financiers et environnementaux du nucléaire et entendent donc que les eurodéputés se battent pour sauver le « tarif France ».

Sur la base des résultats éloquentes de ce sondage, l'UFC-Que Choisir et la CLCV ont adressé le « Pacte Consommateurs » aux candidats en les invitant à le signer comme l'ont déjà fait 100 autres candidats européens, dont 5 français.

S'il y aura sans nul doute des candidats sans propositions, l'UFC-Que Choisir et la CLCV refusent que les propositions consoméristes restent sans candidats et demandent que ces derniers œuvrent pour que le consumérisme soit, conformément aux attentes des Français, parmi les priorités de la prochaine mandature.

Contacts presse :

CLCV : Frédérique PFRUNDER : 01 56 54 32 20

UFC-Que Choisir : Marie-Christine BRUMENT : 01 44 93 19 84

¹ Sondage exclusif CSA/ UFC QUE CHOISIR / CLCV réalisé par téléphone les 13 et 14 mai 2009. Echantillon national représentatif de 1003 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.